

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 08/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOIR ET CHER ENROBES**

53-69 quai Henri Chavigny  
BP 1316  
41000 Blois

Références : 2024-18  
Code AIOT : 00100.04939

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement LOIR ET CHER ENROBES implanté "Bel Air" 158, Rue de Vendôme 41330 Fossé. L'inspection a été annoncée le 03/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi du site et des constats relevés lors de la dernière inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOIR ET CHER ENROBES
- "Bel Air" 158, Rue de Vendôme 41330 Fossé
- Code AIOT : 0010004939
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi du site,
- Suivi des constats relevés lors de la dernière inspection.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.4.2	Sans objet
6	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.5.2.2	Sans objet
8	Station de transit de produits minéraux solides	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 4.4.1	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 1.2.2	Sans objet
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.1	Sans objet
3	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.3.1	Sans objet
5	Élimination de déchets	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.3.4	Sans objet
7	Installations électriques – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.5.2.3 f	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Point classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations classées de l'établissement
<b>Constats :</b> L'arrêté d'autorisation devra faire l'objet d'une mise à jour suite à l'installation de la citerne GPL.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que des modifications d'aménagements ont été effectuées sur le site : <ul style="list-style-type: none"><li>- Changement de la cabine de commande de l'installation (suite problème électrique),</li><li>- Réfection de l'enrobé sur toute la partie "accueil" (zones de parking VL et PL, sortie poste de chargement),</li><li>- Mise en place d'une aire de lavage bétonnée au niveau de l'atelier,</li><li>- Travaux d'aménagement permettant de récupérer les eaux de pluie,</li><li>- Préparation de l'installation 'une citerne de GPL (carburant complémentaire) <b>Rubrique 4718-2-b (DC)</b> pour process de fabrication (l'exploitant a transmis un dossier de PAC en préfecture de Loir-et-Cher en décembre 2022). La mise en service est prévue pour fin 2023.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau potable
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.  Les ouvrages de prélèvement en eaux de surface et les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public, sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs...[...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'un nouveau process de fabrication du bitume a été mis en place. La consommation d'eau utilisée pour le process est d'environ 40 m <sup>3</sup> . L'exploitant a produit la facture d'eau pour l'année 2023: le volume total indiqué est de 48 m <sup>3</sup> , contre 113 m <sup>3</sup> en 2022 L'exploitant a indiqué que des efforts ont été faits pour diminuer la consommation d'eau prélevée (récupération des eaux de pluie pour le lavage des matériels).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Collecte des effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des effluents : Plans des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> On distingue dans l'établissement :  . les eaux usées de lavabo, toilettes... (EU) ; . les eaux pluviales non polluées (EPnp) et éventuellement les eaux de refroidissement (ERef) . les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp) ; . les effluents industriels (EI) tels qu'eaux de lavage, de rinçage, de procédé...
<b>Constats :</b> Pas d'observation.
<b>Observations :</b> L'exploitant a fourni le plan des réseaux et indiqué qu'une étude pour la collecte et le traitement des eaux de pluie est en cours. Ce dispositif, viendra en complément de la cuve déjà mise en place permettant la récupération des eaux de pluie utilisées pour le lavage du matériel (notamment le chargeur). Les justificatifs de nettoyage réguliers des regards de la centrale ont été présentés (dernier le 30/01/2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux (fréquence annuelle)
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant devra réaliser, à minima, une analyse par an des rejets aqueux issus des séparateurs à hydrocarbures. [...]
<b>Constats :</b> Les analyses des eaux de rejets n'ont pas été réalisées en 2021 et 2023. Il est rappelé à l'exploitant que les analyses des rejets aqueux issus du séparateur d'hydrocarbures doivent être effectuées tous les ans.
<b>Observations :</b> L'exploitant a fourni les résultats d'analyses des rejets aqueux (sortie du séparateur vers le milieu naturel) de l'année 2022. Un dépassement du seuil limite autorisé des MES a été constaté en 2020 (230 mg/l pour une limite de 30 mg/l): - Le curage du bassin a été effectué en 2021; - Les résultats d'analyses effectuées en 2022 sont conformes aux valeurs limites de rejets.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 5 : Élimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchets

<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités .[...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que les déchets (emballages souillés, bombes aérosols, huiles, mélange de déchets liquide aqueux) sont éliminés dans des installations réglementées. Une copie du registre de suivi des déchets et un exemplaire d'un bordereau de suivi de déchets dangereux (récépissé Trackdéchets) (BSD) ont été présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie sont recueillies dans un bassin de confinement d'un volume minimum de 200 m <sup>3</sup> .[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant devra entretenir le bassin de confinement des eaux d'incendie et s'assurer de sa bonne étanchéité.
<b>Observations :</b> L'inspection a constaté le développement de la végétation dans le bassin de rétention, ce qui sous entend un dépôt de sédiments important diminuant le volume et pouvant remettre en cause l'étanchéité. Il est rappelé à l'exploitant que le développement de la végétation dans le bassin ne doit pas empêcher son bon fonctionnement et que l'étanchéité doit être assurée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 7 : Installations électriques – Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 3.5.2.3 f
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs.[...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le registre de sécurité : les inspections sont effectuées annuellement:

- La dernière a été réalisée le 21/02/2023 .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Station de transit de produits minéraux solides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2014, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les quantités de matériaux stockées doivent être inférieures à 60 000 m <sup>3</sup> et la hauteur des tas est limitée à 7 mètres.[...]
<b>Constats :</b> - Plusieurs tas de matériaux dépassent la hauteur limite de 7 mètres.
<b>Observations :</b> L'exploitant a fourni un plan justifiant les volumes des stocks sur le site : - La quantité de matériaux déclarée au 30/11/2023 est de 21194 m <sup>3</sup> - La hauteur des tas calculée par rapport aux relevés NGF est supérieure à 7 mètres pour 4 tas de matériaux. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a plus de stockage de "scorgrave" sur le site depuis au moins deux ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites